

# Deuxième round

Dijon, le 17 novembre

## À propos des blocages

**Jeudi 28 octobre, journée d'action nationale contre la réforme des retraites**

**Saint-Étienne** : Tentative d'occupation de la préfecture. **Strasbourg** : Occupation de Malakoff Médéric (organisme de retraite par capitalisation géré par le frère de Nicolas Sarkozy). **Charleville** : Le local UMP est saccagé en marge de la manifestation syndicale. [Dans les jours qui précèdent, des permanences UMP sont dégradées à Saint-Brieuc, Bar-le-Duc, Besançon, Dijon, Montceau-les-Mines, Cherbourg...]

**Vendredi 29 octobre. Dourges** (Pas-de-Calais) : Blocage d'une plate-forme logistique. **Strasbourg** : Blocage de la zone industrielle européenne (ralentissements sur l'A4). **Bayonne** : Occupation d'une succursale de AXA. **Le Havre** : Opération péage gratuit au pont de Tancarville puis opération escargot jusqu'au MEDEF qui finit par se faire murer. **Caen** : Blocage du pont Stirn, près de la presqu'île portuaire. **Région de Lens** : Blocage de Delta 3, l'une des principales plate-formes logistiques de l'Union Européenne (terminal de transport multimodal autoroute-voie ferrée-canal). **Lecoutre** (Gers) : Blocage de la centrale Intermarché. **Paris** : Opération Crous gratuit au restaurant universitaire de Tolbiac, pour financer la caisse de grève.

**Lundi 1<sup>er</sup> novembre. Blanquefort** (Gers) : Blocage de Prolinat (usine de desserts surgelés). **Dozulé** (Calvados) : Opération péage gratuit. Même chose à Toulouse. **Montivilliers** (Seine maritime) : Blocage de l'hypermarché Auchan. **Saint-Lô** : Blocage d'un Leclerc.

**Mardi 2 novembre. Saint-Denis** : Blocage du dépôt de camions-poubelles Véolia. **Laval** : Grève et blocage de la collecte des ordures. **Dijon** : Blocage d'un dépôt de carburants et de la ZI, puis blocage des voies ferrées. **Gennevilliers** (Hauts-de-Seine) : Grève et blocage chez Schvab Boulogne. Blocage d'un centre commercial Auchan. **Chambéry** : Blocage de la gare. **Nîmes** : Opération péage gratuit. **Tours** : Blocage de la plate-forme Auchan. **Nantes** : Blocage de Chronopost.

**Mercredi 3 novembre. Saint-Étienne-de-Montluc** (Loire atlantique) : Blocage de la plate-forme de distribution Leclerc. **Angoulins** (Charente maritime) : Blocage de la zone commerciale. **Cruas** (Ardèche) : Blocage des accès à la centrale nucléaire. **Le Mans** : Occupation des locaux de Malakoff Médéric. **Lille** : Blocage du port de Santes et du marché de gros de Lomme. **Paris** : Manifestation entre la fac de Jussieu, l'incinérateur d'Ivry en grève est bloqué. **Cahors** : Blocages routiers. **Saint-Michel de Maurienne** (Savoie) : Blocage du tunnel de Fréjus puis péage gratuit. **Caen** : blocage du centre routier de Mondeville/Cormelles. **Rousillon** (Isère) : Blocage du site chimique. **Alençon** : Manif aux flambeaux. **Dax** : Blocage des bus Kéolis.

[Dans la nuit du 3 au 4 novembre à Saint-Fargeau, le domicile du sénateur UMP Pierre Bordier est tagué : « Démocratie en danger ; retrait de la loi des retraites ; trahison par les élus ». Signé : « le peuple uni ». L'alimentation électrique sabotée.]

**Jeudi 4 novembre. Lyon** : Manif devant les locaux de Malakoff Médéric. Orly, Nantes, Toulouse, Clermont-Ferrand, Châteauroux. Aéroports bloqués. Débrayages dans les aéroports de Lyon Saint-Exupéry et Marseille Marignane. **Brest** : Blocage de l'accès routier au port. **Lille** : Opération escargot sur l'A1. **Rennes** : Opération péage gratuit. **Saint-Ouen** : Blocage de l'incinérateur. **Alès** : blocage de Myriapolis et du pôle mécanique. **Vanves** (Hauts-de-Seine) : Blocage de France 3. **Guéret** : Blocage d'un dépôt pétrolier. **Villeneuve d'Ascq** : Blocage du dépôt de bus. **Paris** : Blocage de l'exposition Monnet au Grand Palais. Le même jour, manifestation sauvage d'étudiants qui s'achève par 89 interpellations. **Montpellier** : Manifestation de nuit. **Saint-Pierre** (La Réunion) : Manifestations lycéennes. **Caen** : Tentative d'occupation des locaux du journal *Ouest France*.

Le 4 novembre, les universités de Toulouse 2, Nantes, Angers, Metz, Brest, Caen, Grenoble, Limoges, La Rochelle sont bloquées. Les forces de l'ordre interviennent au Havre, à la Sorbonne, à Saint-Étienne, à Poitiers. Les universités de Lyon 2 et Montpellier 3 sont fermées sur décision de l'administration pour mettre fin aux occupations.

**Vendredi 5 novembre. Salon de Provence** : Blocage d'une plateforme logistique. **Tourlaville** (La Manche) : Blocage de l'entreprise Filtremer. **Bayonne** : Blocage de la Banque de France. **Sautron** (Loire atlantique) : Blocage de la plate-forme régionale Lidl. **Voreppe** (Isère) : Opération péage gratuit pour financer la caisse de grève.

**Samedi 6 novembre, journée d'action nationale contre les retraites**

**Avignon** : Après la manif syndicale, un millier de manifestants partent perturber les « rencontres internationales de la culture, de l'économie et des médias ». Incidents avec la police ; Frédéric Mitterrand est bloqué et rate son TGV. **Tours** : Tentative de blocage de la Fnac et des galeries Lafayette au passage de la manif. **Cognac** : Invasion de la sous-préfecture (un policier blessé dans le mouvement de foule). **Strasbourg** : Blocage de la Fnac. **Quimperlé** : 500 manifestants bloquent la gare puis la voie express. **Segré** (Maine-et-Loire) : 200 manifestants bloquent l'axe Angers-Rennes. **Morlaix** (Finistère) : Blocage de la gare. **Rennes** : Blocage du siège de *Ouest France*. 2 interpellations et un mani-

Normalement, on aurait dû en rester là. L'agitation aurait dû s'éteindre, petit à petit, en dépit de l'entêtement de quelques irréductibles. La fin du mouvement a bien été décrétée, chiffres à l'appui, dans les journaux. Et certaines directions syndicales l'affirment également : « la loi a été promulguée, nous avons perdu ». Pourtant, ce n'est pas ce qu'on sent, et ce n'est pas ce qu'on constate.

Les médias auront beau feindre d'ignorer ce qui se joue un peu partout sur le territoire, comme ils l'ont fait pendant la pénurie d'essence, le brouhaha des actions menées au quotidien se laisse encore percevoir. Le 1<sup>er</sup> novembre, une opération péage gratuit est menée à Bozulé dans le Calvados ; à Blanquefort, dans le Gers, c'est l'usine de pâtisseries du coin qui est bloquée – même chose à Montivilliers, en Haute-Savoie, pour le Auchan local. Des cibles se mettent à apparaître un peu partout, redessinant une nouvelle carte des luttes, et ce qui se joue dans une petite ville du Sud-Ouest devient également décisif, autant pour la ruse des bloqueurs ou la teur singulière de la cible, que pour les nouvelles complicités qui s'initient à partir de là. Dès lors que les luttes ne dépendent plus exclusivement d'une organisation depuis les lieux de travail, ni d'une masse critique de grévistes, elles peuvent surgir de n'importe où, à la faveur d'une intuition et à l'initiative de 50 personnes motivées. Débarrassés de la tyrannie du chiffre, les grévistes peuvent se relayer ; on perd moins de fric et ça n'empêche pas de transformer les jours fériés en journées d'action : le 11 novembre dernier, l'armistice a été fêté par le blocage ou la perturbation d'une dizaine de centres commerciaux, de Lille à Bordeaux.

Depuis un mois, les règles ont changé : la statistique ne peut plus épuiser le réel et l'éternel refrain du retour à la normale sonne creux. Il ne s'agit plus d'être nombreux dans la rue mais d'être efficaces dans l'action de blocage ; il ne s'agit plus de répondre à l'appel des directions

syndicales mais de s'organiser depuis là où l'on est, à partir des forces actuelles. Dans ces conditions, la fin dont on nous parle ne nous concerne pas, tout simplement parce qu'on ne joue plus le même jeu. Et parce que l'on commence à peine à éprouver l'efficacité immédiate et pratique des occupations ou des blocages, ou à mesurer la puissance des alliances improbables qui se nouent au détour d'un piquet. Un commencement plutôt qu'une fin, donc.

De façon diffuse, persistante, quelque chose du mouvement continue. Et cette permanence s'organise depuis des foyers de lutte, là où ceux et celles qui veulent encore en découdre sont restés soudés. Ça peut être un piquet d'irréductibles, un amphî occupé dans une fac, les locaux du comité d'entreprise... À Rennes, depuis trois semaines, une « maison de la grève » est ouverte dans des anciens locaux syndicaux, au milieu de la ville. Un « espace de convergence des luttes » est occupé également à Grenoble. Pour Lyon, les grévistes ont arraché un amphî sur le campus de l'université Lyon 2, à Bron. Chaque fois, ces espaces doivent permettre de retrouver le commun des piquets, pour que les rencontres initiées dans la rue ou au moment des blocages gagnent en consistance. Pour s'organiser aussi : coordonner les actions, en assurer la constance, se doter des moyens matériels pour renforcer notre capacité d'initiative (caisses de grève, cantines mobiles), penser stratégiquement, ensemble, le théâtre des hostilités. Et imaginer la suite. En Guadeloupe, il y a deux ans, la révolte et les blocages avaient déjà pris une ampleur considérable. Et bloquer une île pendant deux mois, ça voulait dire s'assurer que tout le monde puisse manger à sa faim, aller directement voir les producteurs et s'arranger avec eux, collectiviser les récoltes. Autant de gestes qu'une pénurie d'essence tenace ou l'occupation systématique des plates-formes logistiques nous contraindraient à réapprendre. Se donner les moyens de durer, ce n'est pas seulement tenir des lieux, des bas-



Brest, le 4 novembre

tions de résistances, c'est aussi assurer que ces lieux prennent de l'ampleur, de la profondeur, qu'ils ne se définissent pas seulement sur le terrain de la lutte mais également sur celui d'un quotidien renouvelé. Une crèche pour laisser les enfants pendant le blocage et une équipe qui se charge pendant ce temps de faire à manger pour tout le monde. Un camion qui tourne à l'huile au cas où, une batterie de cuisine, des couverts pour 100 personnes, et une sono à faire brailleur le soir. Autrement dit, se préparer sérieusement à se passer de l'économie.

Les grévistes des raffineries et de la SNCF ont souvent repris le travail avec l'impression d'avoir été lâchés par les « autres secteurs », avec le sentiment d'être restés isolés. Pourtant au moment même où ils suspendaient le mouvement, d'un peu partout, des gens s'organisaient pour bloquer et prendre l'initiative, localement. Si la situation induit un certain sentiment d'isolement, c'est en réalité parce que les formes canoniques de la mobilisation, avec leurs rassurants cortèges, ont cédé la place à une offensive plus diffuse. Et ce vide laissé par le Mouvement Social est une chance. L'émiettement du mouvement,

c'est-à-dire la prolifération des initiatives, reste la meilleure promesse d'une fin durable et persistante de la solitude. Les directions syndicales ne donnent plus guère de consignes nationales ? Tant mieux. La perte de la centralité, de la verticalité du mouvement, implique une mise en communication des foyers, qu'ils s'agentent et se répondent, se renforcent et se donnent leurs propres rythmes, leurs propres perspectives de victoire.

Maintenant que nous n'avons plus à craindre la fin, nous avons tout notre temps.



# Lyon 2 en lutte : l'amphi de la grève

Dans les mouvements sociaux d'ampleur, on avait pris l'habitude de voir les étudiants mobilisés aux côtés de travailleurs en grève ; le mouvement d'octobre 2010, quant à lui, débute et se renforce sans les universités. Les cheminots et les lycéens n'ont eu de cesse d'appeler les facultés à entrer dans la bataille, non pas en glosant en amphi sur les multiples implications de cette réforme, mais en répondant effectivement au mot d'ordre du moment : bloquer l'économie.

Les personnes qui voulaient participer réellement à la contestation ont ainsi très vite déserté la suite d'AG répétitives et inoffensives qui se tenaient dans certaines facs, pour rejoindre les lycéens, les piquets de cheminots ou de raffineurs... Et tout ce monde ne débarquait pas en tant qu'étudiants d'une fac mobilisée, mais simplement par désir d'alimenter la lutte. Pour prendre la rue, participer aux blocages, discuter sur les piquets.

Au retour des vacances d'octobre, alors que l'on parle de la fin de la grève et du retour au travail, quelque chose démarre enfin dans les universités. Dans une dizaine de villes, la grève est votée, avec des occupations et parfois des blocages.

Alors que les piquets sont peu à peu levés, l'université apparaît comme le lieu désigné pour la poursuite du mouvement. La donne a changé : celles et ceux qui ont participé au mouvement en dehors de la fac, quand elle était fermée administrativement, y reviennent avec un désir d'autre chose. La nécessité d'un lieu d'organisation s'impose clairement : à Bron, l'amphi D est occupé, pour se donner les moyens de continuer. Prendre un amphi et en faire un piquet de grève à la fac. Tous les jours, des gens s'y croisent, discutent, s'organisent. Avec l'envie que tous ceux et celles qui ne veulent pas lâcher le morceau puissent y trouver des complices.

Au fil des rencontres, des initiatives sont lancées : mardi 9 novembre, 50 personnes font une promenade-blocage sur les rails entre Perrache et Jean Macé. Jeudi 11, une manif sauvage de 150 personnes tente de bloquer l'entrée du centre commercial de la Part-dieu, esquivant les barrages de policiers, perturbant la circulation des tramways et des voitures. Pour s'en prendre effectivement à l'économie. Les journées de blocages et d'affrontements nous ont bien appris ça : taper là où ça fait mal en partant de là où on est, sans attendre une éventuelle relance ou une hypothétique grève générale.

festant blessé par la police. Perturbation des programmes de Radio Bleue. Paris : Blocage des urgences de l'hôpital Tenon. Vire (Calvados) : 400 manifestants investissent la mairie. Guingamp : Les manifestants bloquent la circulation des trains. Marcq-en-Barœul : Blocage de l'imprimerie de La Voix du Nord.

**Dimanche 7 novembre.** Des producteurs de viande bovine bloquent des abattoirs du groupe Bigard, numéro un du secteur en France, à Cholet (Maine-et-Loire), Cherré (Sarthe), Coutances (Manche), Feignies (Nord), Metz (Moselle), Cuiseaux (Saône-et-Loire), Villefranche (Allier), Egletons (Corrèze), Castre (Tarn).

**Mardi 9 novembre.** Lyon : 200 cheminots occupent la direction de la SNCF, pour protester contre les sanctions visant les grévistes (plaintes systématiques pour faits de grève, modalités de non-paiement des jours de grève). Parallèlement une cinquantaine d'étudiants envahissent les voies ferrées à proximité de la gare Perrache. Blois : Blocages de lycées et intervention violente de la police (plusieurs blessés). Montpellier : Blocages routiers et 7 interpellations de lycéens. Grenoble : Manifestation lycéenne avec blocage routier. La police charge violemment, un lycéen chute d'un pont (il est grièvement blessé au bassin et aux jambes), un autre est interpellé. Rennes : Manif sauvage et occupation d'Allianz (organisme d'assurances et de retraite par capitalisation) puis de la CAF, en écho à la grève dans les Pôle-Emploi. Tarbes : IUT bloqué et mairie occupée.

**Mercredi 10 novembre.** Dijon : Occupation de l'université. Besançon : Blocage de la fac de lettres. Dourges : Blocage de la plate-forme logistique Delta 3. Saint-Ouen : Reconstitution de la grève à l'incinérateur.

**Jeudi 11 novembre.** Journée d'action à l'appel de la coordination des AG interprofessionnelles de Tours

Lyon : Manif sauvage suivie de tentatives de blocage de la gare Part-Dieu et du centre commercial. Caen : Blocage du centre commercial Paul Doumer. Limoges : Blocage d'un hypermarché Carrefour. Montauban : Blocage de l'hypermarché Auchan. Chambéry : Blocage du Carrefour de Bassens. Nîmes : Action péage gratuit. Quimper : Blocage d'un centre commercial Carrefour. Leers : Perturbation à la galerie commerciale pour commémorer les « morts au travail, avant l'âge de la retraite ». Le Havre : Manifestation pour rendre hommage aux « gueules cassées du boulot ». Angoulême : Blocage routier à la zone industrielle de Girac. Grenoble : Occupation d'un bâtiment vide pour y ouvrir « un espace de convergence pour les personnes en lutte ».

**Vendredi 12 novembre.** Manifestation nocturne à Chambéry.

**Dimanche 14 novembre.** Péages gratuits en soutien aux grévistes à Nantes, Dijon, Roanne, et Fleury-en-Bière.

**Lundi 15 novembre.** Lagon (Gironde) : Blocage du convoi d'Airbus. Le 25 octobre dernier il avait déjà été bloqué. Le Havre : manifestation nocturne avec des flambeaux. Santes (Nord) : Blocage du port fluvial. Caen : blocage du centre commercial Monoprix. Mellac (Finistère) : Blocage d'une base Intermarché. Chambéry : Péage gratuit le matin, puis blocage de la banque de France l'après-midi.

**Mardi 16 novembre.** Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) : Blocage de l'usine de production d'eau. Bordeaux : blocage du convoi des pièces de l'airbus.

**Mercredi 17 novembre.** Dijon : Blocage de la ZAE Nord de et un peu plus tard barrage filtrant de la zone industrielle de Saint-Apollinaire.

**Jeudi 18 novembre.** Rennes : concert de soutien à la Maison de la Grève. Lyon : manifestation aux flambeaux.

**Samedi 20 novembre.** Appel pour une deuxième coordination régionale des assemblées interprofessionnelles, à la maison de la grève de Rennes.



Face au désordre persistant, les principales centrales syndicales sont embêtées. Elles ont beau répéter qu'« il faut savoir terminer une grève la tête haute », une partie du mouvement refuse de s'avouer vaincue.

Le samedi 6 novembre, après que le texte de loi sur la réforme des retraites a été voté, il y avait encore du monde pour manifester. Et surtout, les actions de blocage vont bon train malgré le calendrier de démobilitation (une journée nationale programmée le 28 octobre et la suivante plus de dix jours plus tard, histoire de rendre impossible la poursuite de la grève reconductible).

Alors il a bien fallu que les syndicats trouvent une suite. Comme la CFDT et la CGC veulent vraiment en finir, les centrales ont finalement opté pour une simple journée d'actions le mardi 23 novembre.

Un mot d'ordre qu'il s'agit de prendre très au sérieux car il y a quelque chose à gagner ce jour-là. Profiter de l'occasion, de cette journée de grève, pour être nombreux et encore plus efficaces sur les blocages.

S'attaquer à l'économie là où elle est, là où elle s'incarne : au détour d'un carrefour ou sur des voies de chemin de fer, devant une plate-forme logistique ou un supermarché, au pied d'une raffinerie, etc.